



Audit - Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

FONDATION LEOPOLD BELLAN

Fondation reconnue d'utilité publique (Décret du 29 mai 1996)

Siège social : 64 rue du Rocher
75008 PARIS

SIREN : 775 672 165

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



FONDATION LEOPOLD BELLAN

Fondation reconnue d'utilité publique (Décret du 29 mai 1996)

Siège social : 64 rue du Rocher

75008 PARIS

SIREN : 775 672 165

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres du Conseil d'Administration de la **FONDATION LEOPOLD BELLAN**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **FONDATION LEOPOLD BELLAN** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de la Fondation.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

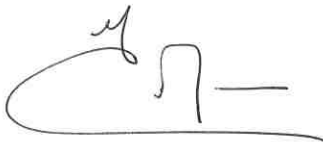
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 28 mai 2024

Pour Baker Tilly STREGO



Jean-Yves MACE
Expert-comptable,
Commissaire aux comptes, Associé
Membre de la CRCC de Paris



Halima BENSALAH ESSKALI
Expert-comptable,
Commissaire aux comptes, Associée
Membre de la CRCC de Paris

en Euros

ACTIF		31/12/2023			31/12/2022
		BRUT	Amort - Provis	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	Immobilisations incorporelles : (points 2.7, 4.1 et 4.2)	15 672 986	7 835 396	7 837 590	7 681 974
	Frais d'établissement	1 154 728	1 082 202	72 526	64 209
	Frais de recherche et de développement	69 343	56 716	12 627	1 524
	Concessions, brevets et droits similaires	6 570 008	5 365 203	1 204 805	1 280 760
	Autres immobilisations incorporelles	6 577 851	1 331 275	5 246 576	5 324 056
	Immobilisations incorporelles en cours	1 301 056		1 301 056	1 011 424
	Immobilisations corporelles : (points 2.7, 4.1 et 4.2)	383 292 133	-212 944 039	170 348 094	161 978 618
	Terrains	21 668 245		21 668 245	21 117 120
	Agencements et aménagements des terrains	7 519 420	6 729 451	789 970	830 383
	Constructions et leurs agencements, aménagements	268 034 108	147 035 221	120 998 886	112 201 744
	Installations techniques, matériel et outillage	26 663 741	21 164 873	5 498 869	5 306 301
	Installations générales aménagements divers	23 508 510	16 428 689	7 079 821	6 716 084
	Autres immobilisations corporelles	26 303 606	21 585 806	4 717 800	4 568 029
	Immobilisations corporelles en cours	9 590 557		9 590 557	11 236 307
	Avances et acomptes	3 946		3 946	2 650
C I R C U L A N T	Immobilisations financières : (point 4.1)	2 806 851		2 806 851	3 301 293
	Participations et créances rattachées	1 609 675		1 609 675	2 131 708
	Autres immobilisations financières	1 197 176		1 197 176	1 169 584
	TOTAL I	401 771 970	220 779 436	180 992 535	172 961 884
	Stocks et en-cours	812 391	170 470	641 922	679 942
	Matières premières, approvisionnements	784 694	170 470	614 224	663 355
	Produits intermédiaires et finis	27 697		27 697	16 586
	Avances et acomptes versés sur commandes (point 4.2.3)	332 522		332 522	219 324
	Créances (points 4.2.2, 4.3 et 4.4)	27 832 468	2 002 166	25 830 303	24 411 416
	Redevables, usagers et comptes rattachés	18 021 093	1 935 961	16 085 132	16 860 411
	Autres créances	9 811 375	66 205	9 745 171	7 551 004
	Valeurs mobilières de placement (point 4.5)	48 307 321	0	48 307 321	48 441 128
	Disponibilités	9 434 181		9 434 181	19 668 897
	Charges constatées d'avance	1 409 570		1 409 570	1 808 274
	TOTAL II	88 128 453	2 172 635	85 955 818	95 228 981
TOTAL GENERAL (I+II)		489 900 423	222 952 071	266 948 352	268 190 865

en Euros

	PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
F O N D S P R O P R E S	Fonds propres sans droit de reprise	54 499 893	54 513 823
	Fonds statutaires	7 630 833	7 630 833
	Autres fonds propres	46 869 060	46 882 990
	Fonds propres avec droit de reprise	1 425 287	1 006 214
	Ecarts de réévaluation	13 660 729	13 660 729
	Réserves	60 611 060	58 952 030
	Réserves d'investissement	38 261 876	36 806 669
	Réserves de trésorerie / Excédent affecté à la couverture du BFR	4 860 063	4 860 063
	Réserves de compensation	11 459 568	11 255 744
	Autres réserves	6 029 554	6 029 554
	Report à nouveau : (point 5.4)	- 18 656 239	- 14 064 618
	Report à nouveau sous gestion contrôlée	- 20 232 597	- 19 947 564
	Report à nouveau non contrôlé par des tiers financeurs	1 576 359	5 882 946
	Excédent ou déficit de l'exercice	- 1 295 063	- 2 960 803
	Résultat sous gestion contrôlée	- 2 794 003	- 4 617 474
	Résultat non contrôlé par des tiers financeurs	1 498 940	1 656 672
	SITUATION NETTE	110 245 668	111 107 376
	Subventions d'investissement	25 107 112	26 333 958
	Subventions	42 463 044	41 836 879
	Reprises des subventions	- 17 355 933	- 15 502 920
	Provisions réglementées	4 942 153	4 991 246
	Provisions destinées à renforcer la couverture du BFR	1 775 401	1 775 401
	Différence sur réalisation d'actif	2 566 662	2 539 761
	Autres provisions règlementées	600 090	676 084
	TOTAL I	140 294 933	142 432 580
FONDS REPORTES ET DEDIES	Fonds dédiés à l'investissement	12 979 794	12 751 583
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	6 562 982	6 105 823
	TOTAL II	19 542 776	18 857 406
PROVISIONS	Provisions pour risques	893 169	804 519
	Provisions pour charges	9 744 441	9 140 412
	TOTAL III	10 637 611	9 944 931
D E T T E S	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	55 059 570	56 678 076
	Emprunts et dettes financières divers	1 236 528	1 208 956
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 957 667	6 502 396
	Dettes fiscales et sociales	27 895 905	27 052 920
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 352 151	1 871 147
	Autres dettes	2 176 888	2 125 690
	Redevables créditeurs	372 274	1 034 813
	TOTAL IV	96 050 985	96 473 999
CPTES DE REGUL.	Produits constatés d'avance	422 048	481 950
	TOTAL V		
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	266 948 352	268 190 865

COMPTE DE RESULTAT (en Euros)	Exercice 2023	Exercice 2022
Ventes de biens et de services	11 946 892	10 923 008
<i>Dont ventes de biens</i>	<i>84 943</i>	<i>88 334</i>
<i>Dont ventes de prestations de services</i>	<i>11 861 949</i>	<i>10 834 674</i>
Produits de la tarification et subventions d'exploitation	186 366 275	177 391 462
Ressources liées à la générosité du public	292 890	368 251
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	1 923 361	1 526 738
Utilisation des fonds dédiés	2 312 935	2 329 230
Autres produits	8 588 612	7 998 514
<i>Dont complément de rémunération des ESAT</i>	<i>7 248 590</i>	<i>6 856 846</i>
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	211 430 965	200 537 203
Achats de matières premières et de marchandises	2 798 675	2 769 105
Autres achats et charges externes	46 325 412	41 134 261
Impôts, taxes et versements assimilés	1 338 385	1 381 064
Salaires et traitements	92 560 006	88 639 080
Charges fiscales et sociales sur les rémunérations	52 227 171	49 873 210
Dotation aux amortissements des immobilisations	13 309 165	13 031 954
Dotation aux provisions	2 469 343	1 659 219
Report en fonds dédiés	2 998 305	5 423 022
Autres charges	543 207	196 412
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	214 569 668	204 107 327
RESULTAT D'EXPLOITATION (point 6.1)	-3 138 704	-3 570 124
Produits financiers		
Reprise de provisions pour dépréciations	1 001 702	
Autres intérêts et produits assimilés	224 163	170 960
Produits nets / cessions de valeurs mobilières de placement	1 350 721	961 791
Charges financières		
Dotations aux provisions pour dépréciation		1 001 702
Intérêts et charges assimilés	1 568 282	1 164 865
Charges nettes / cessions de valeurs mobilières de placement	823 158	96 338
RESULTAT FINANCIER (point 6.2)	185 147	-1 130 154
RESULTAT COURANT	-2 953 557	-4 700 278
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	670 568	254 225
Produits de cession d'éléments d'actif	100 592	123 311
Quote-part de subventions d'investissement virée au résultat	1 525 147	1 487 969
Reprises sur provisions, dépréciation et transfert de charges	77 919	238 889
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	498 646	119 828
Valeurs comptables d'éléments d'actif cédés	81 476	56 420
Dotation aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	28 826	97 641
RESULTAT EXCEPTIONNEL (point 6.3)	1 765 278	1 830 505
Impôts sur les Bénéfices	106 784	91 034
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	-1 295 063	-2 960 807
Reprise de résultats	68 721	150 227
RESULTAT EFFECTIF	-1 226 342	-2 810 580
<i>(dont résultat non contrôlé par les tiers financeurs)</i>	<i>1 026 779</i>	<i>1 656 672</i>

FONDATION LEOPOLD BELLAN

64, rue du Rocher - 75 008 PARIS

Tél. : 01.53.42.11.50.

ANNEXE AUX COMPTES COMBINES

DE

L'EXERCICE CLOS

LE 31 DECEMBRE 2023

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers de la Fondation pour l'exercice ouvert du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

Les comptes se caractérisent par les données suivantes au 31 décembre 2023 :

Total des produits :	216 381 777 €	(après retraitement des transactions intra-groupes)
Total des charges :	217 676 841 €	(après retraitement des transactions intra-groupes)
Résultat comptable :	- 1 295 063 €	
Reprise de résultats :	68 721 €	
Résultat effectif :	- 1 226 342 €	

1. FAITS MAJEURS

1.1. Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

Depuis sa création en 1884, la Fondation Léopold Bellan – association reconnue d'utilité publique en 1907, puis comme fondation en mai 1996.

Institution à but non lucratif, la Fondation Léopold Bellan apporte aujourd'hui les réponses les mieux adaptées à la prise en charge des besoins :

- des très jeunes enfants,
- des enfants, jeunes et adultes en situation de handicap mental, psychique ou sensoriel
- des enfants et jeunes en danger ou en difficulté sociale,
- des malades,
- des personnes âgées.

Porteuse des valeurs de solidarité et de respect des autres, elle accueille ou accompagne sans distinction d'origine, d'appartenance religieuse ou de moyens les personnes qui la sollicitent.

Principalement implantée en région parisienne (75, 77, 78, 91, 92, 93, 94), la Fondation est également présente dans les départements de l'Oise (60), d'Eure-et-Loir (28) et d'Indre-et-Loire (37). Elle a vocation à atteindre, à terme, une dimension nationale.

1.2. Périmètre de la Fondation

Le périmètre de la Fondation Léopold Bellan a évolué en 2023, avec la création de deux services d'Habitat inclusif de 8 places chacun, situés à Evry et Montesson.

Les comptes annuels de la Fondation comprennent les entités de gestion sous contrôle de tiers financeurs et d'autres non contrôlées par des tiers financeurs. La liste des filiales, des établissements et services au 31/12/2023 se présente comme suit :

- **Gestion non contrôlée par des tiers financeurs :**

- Filiales :
 - SCI Elysées Aqueduc
 - SCI Bellan Paris 20ème
 - SCI FLB2
 - SCI Bellan Résidentiel
 - SCI Bellan Paris XVI
 - L'EURL Commandite Léopold Bellan
 - La SCA Foncière Solidaire Léopold Bellan, société mise en équivalence (20,44%)
- Association de Formation Léopold Bellan
- Siège de la Fondation pour les activités ci-après :
 - Une partie du fonctionnement du siège et la gestion des dons
 - Gestion des immeubles non affectés à l'objet social
 - Une partie de la gestion du portefeuille et de la trésorerie
- Etablissements et Services d'Aide par le Travail (sections commerciales)
 - de Bry-sur-Marne
 - de Paris
 - de Noyon
 - de Montesson
 - de Chinon
 - de Magnanville
 - de l'AAE
- Les autres établissements à gestion propre
 - Gestion propre de Magnanville « Les amis du Château »
 - Résidence Hardouin à Tours (pour l'hébergement)
 - Résidence de Bois-Colombes (pour l'hébergement)
 - Gestion propre de l'IME « la Sapinière » : La Section d'Enseignement Pour l'Apprentissage aux Métiers de la Nature « SEPAMENA »

- **Gestion contrôlée par des tiers financeurs :**

- Siège de la Fondation pour les activités ci-après :
 - Une partie du fonctionnement du siège
 - Une partie de la gestion de la trésorerie
- Secteur « Enfants & Jeunes » :
 - Les Instituts Médicaux Educatifs, Pédagogiques et Professionnels et services associés
 - de Bry sur Marne (74 lits et places)
 - de Châteaudun (D.A.M.E.) (119 lits et places)
 - de Vayres-sur-Essonne (85 lits et places)
 - de Moret-sur-Loing (120 lits et places)
 - SESSAD « un relais pour demain » de Melun (52 places)
 - Surdité
 - CPA de Paris 11  me (49 places)
 - CAG de Paris 14  me (65 lits et places)
 - CMPSI de la Norville (140 lits et places)
 - de CODALI (55 places)

- Les Crèches de l'ONCP
 - Crèche du Mail (62 berceaux)
 - Crèche multi-accueil André Rousseau (66 berceaux)
 - Crèche Saint Amboise (30 berceaux)
 - Crèche Saint Sébastien (40 berceaux)
 - Crèche Petit Moulin (24 berceaux)
 - Crèche Brancion (18 berceaux)
 - Crèche du XVI^e (55 berceaux)
 - Crèche du Point du Jour (50 berceaux)
 - Halte-Garderie Emeriau (20 berceaux)
- Les Etablissements de protection de l'enfance
 - Foyer de Courbevoie (37 lits et places)
 - Maison de l'Enfance de Bry-sur-Marne (48 lits)
- Secteur « Adultes handicapés » :
 - Etablissements et Services d'Aide par le Travail
 - de Bry-sur-Marne (72 places)
 - de Paris 13^{ème} (82 places)
 - de Montesson (90 places)
 - de Noyon (140 places)
 - de Chinon (99 places)
 - de Magnanville (39 places)
 - de l'AAE (50 places)
 - Les centres d'habitat et services associés
 - de l'Essonne (79 lits et places)
 - de Montesson (121 lits et places)
 - de Noyon (113 lits et places)
 - de Beaumont-en-Véron (120 lits et places)
 - Service d'Accueil de Jour de Noyon (20 places)
 - AMSAD SAVS de Paris 20^{ème} (60 places)
 - deux services d'Habitat Inclusif à Evry et Montesson (16 places)
 - Les Foyers d'accueil médicalisé
 - de Septeuil (60 lits)
 - de Monchy Saint Eloi (50 lits)
- Secteurs « Patients & Malades »
 - Hôpital Léopold Bellan (210 lits et places)
 - CRF de Chaumont-en-Vexin (80 lits et places)
 - CRC d'Ollencourt (88 lits et places)
 - Hôpital de jour de l'AAE (40 places)
 - Hospitalisation à Domicile de Magnanville (35 places)
- Secteurs « Personnes âgées » :
 - Les Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes « EHPAD »
 - de Magnanville (324 lits)
 - de Septeuil (102 lits)
 - de Tours (86 lits)
 - de la Grande Bretèche (65 lits)
 - de Bois-Colombes (82 lits)
 - de Mantes la Jolie (82 lits et 12 places pour le SAJ)

- de Romainville (110 lits et 15 places pour le SAJ)
- de Montesson (84 lits et 10 places pour le SAJ)
- Les Services de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) et les Services d'Aide à Domicile (SAD)
 - SSIAD de Magnanville (180 places)
 - SSIAD de présence à domicile (120 places)
 - SSIAD de Paris 20ème (310 places)
 - SSIAD d'Hygié Santé (88 places)
 - SAD de Paris 20ème

La quote-part d'intérêt de la Fondation dans la Foncière Solidaire Léopold Bellan est de 20,44%.

1.3. Faits majeurs

L'exercice 2023 est fortement impacté par un contexte inflationniste général, et en particulier sur l'électricité, qui a augmenté de 75% entre 2022 et 2023.

Malgré des difficultés de recrutement persistantes, la Fondation a vu son activité augmenter significativement : 89,26% en 2023 contre 85,87% en 2022.

L'EHPAD de la Grande Bretèche, ouvert en novembre 2022, a poursuivi sa montée en charge pour atteindre sa pleine capacité en mai 2023.

La Fondation a également ouvert deux services d'Habitat inclusif, l'un à Evry et l'autre à Montesson, de 8 places chacun.

Enfin, en 2023, la Fondation s'est engagée dans une démarche forte de politique éco responsable, avec la mise en place d'une priorisation des investissements et actions favorisant la transition écologique.

1.4. Evénements postérieurs à la clôture

L'année 2024 est marquée par l'intégration de 4 nouvelles structures, un EHPAD à Tours pour 24 places, un foyer d'hébergement à Creil (64 places), un Esat à Creil (80 places) et une MECS à Fontenay-sous-Bois (42 places).

Il est également à noter la notification par l'ARS Ile de France en mai 2024 du rattrapage de financement rétroactif pour 2020 et 2021 relatif au loyer de l'Hôpital de Jour de l'AAE, pour un montant total de 0,6 M€.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Principes comptables retenus par la Fondation

Les conventions générales comptables pour l'élaboration et la présentation des comptes annuels de l'exercice 2023 ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- *des règlements ANC n°2018-06 et ANC n° 2020-08 relatifs aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;*

- *du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;*
- *de la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 15 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis.*

2.2 Changement de méthode comptable et de présentation et d'évaluation

Aucun changement de méthode comptable et de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice 2023.

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice 2023.

2.3 Organisation comptable

Les comptes annuels de la Fondation, seule entité juridique qui dispose de la personnalité morale et de la capacité à gérer les établissements qui lui sont attachés et placés sous contrôle de tiers financeurs, sont la transcription comptable de son action 2023.

La tenue de comptabilité dans la Fondation est décentralisée dans les établissements, toutefois des centres de service partagés se sont mis en place depuis novembre 2020 pour sécuriser les processus de comptabilité et de paie.

La comptabilité de la Fondation est subdivisée en « dossiers comptables » correspondant chacun à une structure sociale ou médico-sociale (EHPAD, AMSAD, SESSAD, SSIAD, ESAT, centres d'habitat et services associés, FAM, IME/IMPro, Foyers d'accueil pour l'enfance, Centres pour les enfants et jeunes atteints de surdité) ou à des structures sanitaires (hôpital, centre de rééducation fonctionnelle, centre de réadaptation cardiaque, hôpital à domicile).

2.4 Comptes de liaison

Les flux entre chaque comptabilité sont enregistrés au moyen de comptes de liaison (181 4 « Fonctionnement avec le Siège », 181 1 « Investissement », 181 2 « Trésorerie », 186 « Inter-établissements »).

La trésorerie et les règlements aux tiers (fournisseurs, organismes fiscaux et sociaux, salariés ...) sont gérés par chaque établissement de la Fondation.

Au 31 décembre 2023, les comptes de liaison sont éliminés dans le cadre des opérations de neutralisation visant à établir les états financiers combinés de la Fondation.

2.5 Détermination du résultat

Le résultat comptable de la Fondation est déterminé par différence entre les produits et les charges.

Le résultat comptable comprend :

- le résultat définitivement acquis des activités en propre ;
- des résultats sous contrôle du tiers financeur.

70 établissements et services sur 89, y compris le siège, sont sous contrôle des ARS ou des Conseils départementaux ou de la Ville de Paris, qui se prononcent sur l'opposabilité des dépenses et des ressources en application de l'article R 314-52 du CASF. En ce sens, deux niveaux de résultat apparaissent :

- le résultat comptable (Règlement ANC N° 2014-03, voir tableau 3.1) : ce résultat respecte les principes et règles comptables en vigueur.

- le résultat effectif (cf. 3.2) : correspond au résultat comptable auquel on ajoute le résultat antérieur repris par les tiers financeurs.

2.6 Immobilisations et amortissements

Les immobilisations incorporelles regroupent les acquisitions de logiciels, ainsi que les frais de 1^{er} établissement. Les acquisitions de l'exercice s'élèvent à 865 K€.

Les immobilisations corporelles regroupent les terrains, les constructions, les agencements, le matériel. Les acquisitions de l'exercice s'élèvent à 21 673 K€.

Les coûts d'acquisition des immobilisations corporelles intègrent le prix d'achat, mais également des frais accessoires (honoraires architectes géomètres experts, assurances dommages ouvrages...).

La Fondation applique les règlements n° 2014-03.

Les amortissements sont calculés de façon linéaire l'année de leur acquisition « au prorata temporis ».

Les durées de vie retenues sont les suivantes :

. Construction sur sol propre	=	30, 40 et 50 ans
. Installations générales, agencements constructions	=	10 et 15 ans
. Installations techniques, matériels et outillages industriels	=	5, 10 et 15 ans
. Matériels de transport	=	5 ans
. Matériels de bureau et informatique	=	5 ans
. Mobiliers	=	5 et 10 ans

Particularité du secteur ESMS : Les règlements comptables relatifs aux actifs immobilisés dans les associations et fondations, notamment la comptabilisation des immobilisations par composants ont été appliqués pour les établissements les plus importants de la Fondation : l'Hôpital, les établissements des Yvelines (l'EHPAD de Magnanville, l'EHPAD et le FAM de Septeuil) et l'IMPro de Vayres sur Essonne. Les nouveaux établissements et les établissements restructurés ont également respecté cette règle.

L'écart de la dotation aux amortissements est de 159 K€ pour une dotation aux amortissements 2023 de 13 309 K€. Les retraitements suivants ont été réalisés dans les comptes, au titre de l'affectation de résultat 2022 :

Comptes 115921 - Amortissements comptables excédentaires différés

	Solde au 31/12/2022	Affectation de résultat N-1	Solde au 31/12/2023
EHPAD EAM Septeuil	-2 098 766	-158 670	-1 940 096
Impro Vayres sur Essonne	-1 514 754	0	-1 514 754
EHPAD Magnanville	-45 557	0	-45 557
Total Compte	-3 659 077	-158 670	-3 500 407

Il est à noter que l'établissement de Vayres sur Essonne étant inclus dans un CPOM, il n'a pas été procédé à un tel retraitement du résultat administratif pour le surcoût d'amortissement de cet établissement (162 K€).

Le total des amortissements excédentaires différés s'élève à 3 500 K€ au 31 décembre 2023.

Dépréciation des immobilisations : une dépréciation est constatée dès lors que sa valeur actuelle est devenue inférieure à sa valeur nette comptable et que cet écart est significatif.

2.7 Créances usagers et autres créances

Par prudence, une dépréciation est comptabilisée dans la mesure où une perte probable apparaît dont les effets sont jugés réversibles. C'est le cas lorsque les autorités de tutelle et de tarification contestent le règlement de certaines créances antérieures.

2.8 Valeurs mobilières de placement et autres titres

Les placements détenus par la Fondation sont principalement constitués de contrats de capitalisation, de comptes à terme à revenu progressif, de comptes sur livrets et des placements obligataires.

Pour les titres, une dépréciation est constatée dès lors que leur valeur actuelle est devenue inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur actuelle correspond au dernier cours de l'exercice.

2.9 Provisions et réserves réglementées

Les provisions réglementées ont été reprises par le règlement ANC-2019-04 et correspondent aux postes suivants:

- Réserve de trésorerie attribuée sous forme de majoration de prix de journée ou de dotation au fonds de roulement (art. 4 du décret du 29 décembre 1959, art. 9 du décret du 11 août 1983, art 7 du décret du 30 Décembre 1985),
- Plus-values sur Sicav réinvesties (articles R314-81 et R314-95 du CAFS, confirmés par l'arrêté du 12 novembre 2008),
- Plus-values liées à la vente d'immobilisations corporelles et incorporelles (articles R314-81 et R314-95 du CAFS, réaffirmés par l'arrêté du 12 novembre 2008).

2.10 Subventions d'investissement

Le règlement ANC n° 2014-03 donne le choix entre deux méthodes comptables, dont aucune n'est qualifiée de méthode de référence, pour les subventions d'investissement.

Ainsi, deux options sont offertes à l'entité :

- la subvention peut être enregistrée en totalité en produits exceptionnels,
- la subvention peut être enregistrée dans les capitaux propres au compte 13 (PCG art. 941-13)

La Fondation enregistre les subventions d'investissements reçues dans les capitaux propres.

A titre de rappel, le schéma comptable prévu par le règlement CRC n° 1999-01 pour les subventions d'investissement sur les biens renouvelables n'existe plus depuis 2020.

2.11 Provisions pour risques et charges

Les comptes de provisions pour risques et charges enregistrent les provisions constituées par la Fondation pour faire face à une obligation probable mais dont le montant et/ou l'échéance reste(nt) incertain(s). Il s'agit notamment des provisions pour départ à la retraite, des provisions pour litiges.

2.12 Fonds dédiés et fonds reportés

La réglementation a prévu la création de comptes spécifiques pour enregistrer les fonds reçus par la Fondation et dédiés à un projet.

Ces comptes portent le nom de fonds dédiés. Ils apparaissent sur une ligne distincte du bilan avant les provisions pour risques et charges.

Les fonds dédiés à des projets correspondent à des financements versés par l'autorité de contrôle. Cette dernière signifie formellement à la Fondation qu'une partie des fonds versés est destinée à la couverture d'un projet ou d'un risque défini.

Les fonds reçus en cours d'exercice et non utilisés à la clôture sont portés au bilan dans les comptes de fonds dédiés par le biais d'un compte de charge intitulé : « Reports en fonds dédiés ». Ce compte figure sur une ligne distincte du compte de résultat.

A l'inverse, quand des fonds reçus lors d'un exercice antérieur ont été utilisés au cours de l'exercice conformément aux engagements pris, les fonds sont rapportés au compte de résultat par le biais de comptes de produits : « Utilisation des fonds dédiés ». Ces comptes figurent également sur une ligne distincte du compte de résultat.

2.13 Provision pour congés annuels, Jours RTT et Compte Epargne Temps

Provisions pour congés annuels : la Fondation enregistre une provision pour congés acquis en vertu du principe d'indépendance des exercices.

Cette provision couvre les droits à congés acquis par les salariés, tant au titre des congés payés que des congés d'ancienneté.

Il est à noter qu'une provision pour congés payés sur arrêts maladie relative à l'exercice 2023 a été passée dans les comptes, pour un montant de 269 k€, suite à la promulgation de l'article 37 de la loi n° 2024-364 du 22 avril 2024 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne (DDADUE).

3. **INFORMATIONS RELATIVES A LA FORMATION DU RESULTAT**

3.1. Résultat comptable

Le résultat comptable de la Fondation se décompose ainsi :

En €	2023	2022
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	-2 794 003	-4 617 475
Résultat non contrôlé par des tiers financeurs	1 498 940	1 656 672
Résultat comptable total	-1 295 063	-2 960 803

3.2. Résultat effectif sous contrôle du tiers financeur

La définition de ces deux niveaux de résultat a été rappelée précédemment (paragraphe 2.6).

En €	2023	2022
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	-2 794 000	-4 617 475
Reprise de résultat N-2 validé par les tiers financeurs	68 721	150 227
Résultat effectif	-2 725 279	-4 467 248

4. INFORMATIONS RELATIVES A L'ACTIF DU BILAN

4.1 Etat des actifs immobilisés

	Valeur début d'exercice	Mouvements de périmètre	Augmentation par acquisitions	Variation par virements de poste à poste	Diminution par sorties d'actifs	Valeur fin d'exercice
Frais d'établissement	1 111 489		43 239			1 154 728
Frais de recherche et de développement	55 843		13 500			69 343
Concessions, brevets et droits similaires	6 236 453		437 815		-104 260	6 570 008
Autres immobilisations incorporelles	6 519 575		58 277			6 577 851
Immobilisations incorporelles en cours	1 011 424		312 449		-22 818	1 301 056
Immobilisations incorporelles	14 934 784		865 280		-127 078	15 672 986
Terrains	21 117 120		551 125			21 668 245
Agencements et aménagements des terrains	7 479 971		97 223		-57 774	7 519 420
Constructions et leurs agencements, aménagements	250 845 405		7 776 891	9 547 064	-135 254	268 034 108
Installations techniques, matériel et outillage	25 908 905		1 509 911	290	-755 365	26 663 741
Installations générales, agencements divers	22 291 800		1 312 319	207 961	-303 570	23 508 510
Autres immobilisations corporelles	25 075 943		1 748 690	2 200	-523 229	26 303 606
Immobilisations corporelles en cours	11 236 307		8 111 766	-9 757 516		9 590 557
Avances et acomptes	2 650		1 296			3 946
Immobilisations corporelles	363 958 103		21 109 221	0	-1 775 192	383 292 133
Participations et créances rattachées	2 131 708		4 388		-526 422	1 609 675
Autres immobilisations financières	1 169 584		36 182		-8 590	1 197 176
Immobilisations financières	3 301 293		40 571		-535 013	2 806 851
ACTIF IMMOBILISE	382 194 179		22 015 072	0	-2 437 282	401 771 970

Les **acquisitions d'immobilisations incorporelles** de l'exercice s'élèvent à 865 K€. Elles comprennent des acquisitions de logiciels, en particulier pour la salle serveurs commune aux établissements de la Fondation, ainsi que l'acquisition de logiciels de dossier informatisé de l'utilisateur et gestion des temps.

Les **acquisitions d'immobilisations corporelles** de l'exercice s'élèvent à 21 109 K€ dont :

- 4 889 K€ pour l'acquisition du pavillon du foyer de Courbevoie ainsi que six appartements liés à l'extension de son activité.
- 4 071 K€ pour la reconstruction de l'immeuble situé rue du Point du Jour à Paris, qui comprendra une crèche et 7 appartements, ainsi que l'aménagement de cette même crèche
- 1 787 K€ au titre du traité de cession de l'EHPAD Grande Bretèche
- 1 602 K€ d'investissements pour seconde phase de travaux destinés à la rénovation du Centre d'Habitat de Noyon, dont la livraison au premier semestre 2023.
- 1 503 K€ pour le CMPSI de la Norville, qui a achevé les travaux de rénovation de l'ensemble du site initiés en 2021.
- 1 297 K€ au titre de la mise en place d'une chaufferie bois à l'ESAT de Chinon
- 962 K€ pour le Pôle gérontologique de Magnanville, qui a démarré ses travaux de rénovation en 2022
- 776 K€ pour L'EHPAD / EAM de Septeuil, au titre de travaux de désenfumage et renouvellement d'équipements

Les principales **misés en service d'immobilisations en cours**, pour un montant total de 9 758 K€ ont concerné principalement les projets suivants :

- 3 223 K€ pour la mise en service finale des travaux de rénovation sur le site du CMPSI de la Norville
- 4 363 K€ pour la livraison en novembre 2023 de la reconstruction de l'immeuble situé rue du Point du Jour à Paris, qui comprendra une crèche et 7 appartements,
- 1 279 K€ au titre de la livraison de la seconde phase de travaux destinés à la rénovation du Centre d'Habitat de Noyon

4.2 Etats des amortissements et des dépréciations

4.2.1 Etat des amortissements et dépréciations des immobilisations

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation par dotations	Variation par virements de poste à poste	Diminution par sorties d'actifs	Valeur fin d'exercice
Frais d'établissement	1 047 280		34 923			1 082 202
Frais de recherche et de développement	54 319		2 396			56 716
Concessions, brevets et droits similaires	4 955 693		513 771		-104 260	5 365 203
Autres immobilisations incorporelles	1 195 519		135 756			1 331 275
Immobilisations incorporelles	7 252 810		686 846		-104 260	7 835 396
Terrains						
Agencements et aménagements des terrains	6 649 588		136 418		-56 555	6 729 451
Constructions et leurs agencements, aménagements	138 643 661		8 487 687		-96 127	147 035 221
Installations techniques, matériel et outillage	20 602 604		1 305 371		-743 104	21 164 873
Installations générales, agencements divers	15 575 716		1 154 137		-301 164	16 428 689
Autres immobilisations corporelles	20 507 914		1 538 707		-460 815	21 585 806
Immobilisations corporelles	-201 979 484		-12 622 319		1 657 764	-212 944 039
Autres immobilisations financières						
Immobilisations financières						
ACTIF IMMOBILISE	209 232 295		13 309 165		-1 762 024	220 779 436

4.2.2 Etat des dépréciations de l'actif circulant

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Dotations	Variation par virements de poste	Reprises	Valeur fin d'exercice
Stocks et en cours	149 766		21 074			170 470
Créances	1 614 811		961 939			2 002 166
Valeurs mobilières de placement	1 001 702					0
ACTIF CIRCULANT	2 766 280		983 013			2 172 635

4.2.3 Etat des avances et acomptes versés sur commande

Les avances et acomptes versés sur commande s'établissent à 219 K€, et n'appellent pas de commentaire particulier.

4.3 Etat des Créances

	Valeur fin d'exercice	A un an au plus	A plus d'un an
Autres immobilisations financières	1 197 176	404 795	792 382
Actif immobilisé	1 197 176	404 794	792 381
Redevables, usagers & comptes rattachés	18 021 093	17 038 472	982 621
Autres créances	9 811 375	9 811 375	0
Charges constatées d'avance	1 409 570	1 409 570	0
Actif circulant et comptes de régularisation	29 242 038	28 259 417	982 621
TOTAL DES CREANCES	30 439 215	28 664 211	1 775 002

Sur les 18,0 M€ de créances brutes figurant à l'actif sous la terminologie « redevables, usagers et comptes rattachés », une somme de 1 M€ concerne la créance CPAM - prix de journée 1984 des établissements financés par la Dotation Globale (Secteur Sanitaire).

Concrètement, cette somme de 983 K€ qui apparaît ancienne, qui compose l'essentiel des créances « redevables, usagers » à plus d'un an, n'est en fait qu'un simple décalage de

règlement dans le temps et il n'y a pas lieu de provisionner cette créance malgré son ancienneté.

Le solde des créances « redevables usagers et comptes rattachés », concerne le prix de journée ou la dotation globale des établissements contrôlés par des tiers financeurs, la vente des produits ou les prestations des établissements et services d'aide par le travail.

4.4 Autres créances

Les autres créances augmentent de 2 194 K€, elles concernent principalement les postes suivants :

- L'Etat et autres collectivités publiques pour **3 661 K€**, contre 2 116 K€ au 31 décembre 2022.
- Les avances au personnel et créances sur les organismes sociaux pour **1 306 K€** (964 K€ au 31 décembre 2022).
- Les subventions à recevoir pour **246 K€** (355 K€ au 31 décembre 2022).
- Les produits à recevoir et les autres débiteurs divers s'élèvent à **4 911 K€** à comparer à 4 154 K€ au 31 décembre 2022. Cette augmentation s'explique par des produits à recevoir correspondant aux recettes notifiées mais non reçues à la clôture de l'exercice.

4.5 Valeurs mobilières de placement

Ce poste correspond à des placements de trésorerie.

Ces placements, disponibles à court terme, se composent comme suit :

En K€	2023	2022
Comptes sur livret	1 091	8 088
Comptes à terme	15 807	9 620
Contrats de capitalisation	14 219	13 788
Obligations structurées	7 361	7 319
Actions et parts sociales	986	2 109
OPCVM et titres obligataires	8 842	6 590
Valeurs mobilières de placement	48 307	47 514

5 INFORMATIONS RELATIVES AU PASSIF DU BILAN

5.1 Fonds propres

Les Fonds propres (anciennement appelés fonds associatifs) avec et sans droit de reprise sont stables en 2023.

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation	Diminution par reprises	Valeur fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	54 513 823		-13 930		54 499 893
Fonds propres pouvant être repris	1 006 214		419 073		1 425 287
Total	55 520 037	0	405 143		55 925 180

Il est à noter une augmentation de 377 k€ relative à l'apport de la Congrégation des sœurs relative à l'intégration du site de la Grande Bretèche.

5.2 Ecart de réévaluation

Au 31 décembre 2023, l'écart des réévaluations s'élève à 13 660 728 €, et se décompose comme suit :

Etablissements	Réévaluation (en €)
Siège de la Fondation	5 200 009
CRF de Chaumont-en-Vexin	152 449
CRC Ollencourt	149 095
EHPAD de Magnanville	1 524 490
EHPAD de Septeuil	457 347
Résidence médicalisée de Bois-Colombes	1 219 592
Maison de l'enfance de Bry-sur-Marne	266 827
Foyer de Courbevoie	533 572
ESAT de Bry-sur-Marne	533 572
ONCP	3 623 775
TOTAL	13 660 728

5.3 Etat des réserves

	Valeur début d'exercice	Mouvement de périmètre	Affectation des résultats	Valeur fin d'exercice
Réserves d'investissement	36 806 669		1 455 206	38 261 876
Réserves de trésorerie	4 860 063			4 860 063
Réserves de compensation des déficits	7 546 472		219 424	7 765 897
Réserves de compensation d'amort.	3 709 272		-15 600	3 693 671
Autres réserves	6 029 554			6 029 554
Total des Réserves	58 952 030		1 659 030	60 611 060

Le poste « réserve d'investissement » constitue une réserve, dotée par l'affectation du résultat excédentaire pour financer des projets d'investissements. Le poste « réserve d'investissement » augmente de 1 455 K€ par rapport à 2022, en totalité imputables aux affectations de résultats.

Le poste « autres réserves » est alimenté par les réserves pour projet associatif, il s'élève au 31/12/2023 à 6 029 K€.

La rubrique « réserve de compensation » est augmentée ou diminuée par les autorités de tarification des établissements sous contrôle de tiers financeurs, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Sa vocation est de permettre de financer le déficit d'un exercice donné par compensation avec les excédents antérieurs laissés exceptionnellement et provisoirement à disposition de l'établissement concerné ou de financer des surcoûts de charges d'amortissements.

Au 31/12/2023, les réserves destinées à financer les déficits futurs s'élèvent à 7 766 K€ et celles destinées à financer les surcoûts de charges d'amortissements à 3 694 K€.

La rubrique « réserve de trésorerie/ excédent affectée à la couverture du BFR » s'élève 4 860 K€.

Les réserves affectées aux activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée s'élèvent à 36 608 K€.

	31/12/2023	31/12/2022
Réserves	60 611 060	58 952 030
relatives aux activités sociales et médico sociales	36 608 302	34 949 272

5.4 Report à Nouveau

	Valeur début d'exercice	Mouvement de périmètre	Affectation des résultats	Diminutions	Variations par virement de poste à poste	Valeur fin d'exercice
Non contrôlé par les tiers financeurs	5 882 946		-761 086		-3 545 502	1 576 358
Sous contrôle de tiers financeurs en attente	-9 223 639		-3 865 887		3 545 502	-9 544 024
Charges non opposables aux financeurs	-2 225 481		44 392			-2 181 090
Dettes de congés à payer et autres droits acquis	-4 839 367		-167 710			-5 007 077
Amortissements comptables excédentaires différés	-3 659 077		158 670			-3 500 407
Total report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	-19 947 564		-3 830 535		3 545 502	-20 232 598
Total du Report à nouveau	-14 064 618		-4 591 620		0	-18 656 239

Globalement le report à nouveau débiteur augmente de 4 592 K€, du fait de l'affectation du résultat 2022 proposée par le Conseil d'Administration, et après divers reclassements entre des postes de report à nouveau et de réserves ou de provisions.

Les postes de report à nouveau relatifs aux établissements sous gestion contrôlée s'élèvent à -20 232 K€.

5.5 Subventions d'investissements

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation	Diminution par reprises	Variations par virement de poste à poste	Valeur fin d'exercice
Subventions	41 836 879		626 166			42 463 044
Reprise des subventions	-15 502 920			-1 853 012		-17 355 933
Total des Subventions	26 333 958		626 166	-1 853 012		25 107 112

Les subventions d'investissements diminuent de 1 226 K€, après reprise de résultat.

Des subventions ont été perçues en 2023 pour 626 K€, elles concernent principalement le financement de la reconstruction de la crèche du Point du Jour pour 490 K€, et le financement de divers investissements en matériel et rénovation, notamment les EHPAD de Tours (Hardouin et Grande Bretèche).

Les reprises de subventions impactent les produits exceptionnels, à l'exception de 355 K€ correspondant aux reprises des subventions d'investissement des crèches qui sont positionnées en produits d'exploitation, en lien avec leur mode de financement.

5.6 Etat des provisions réglementées

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation	Diminution par reprises	Variations par virement de poste à poste	Valeur fin d'exercice
Provisions destinées à renforcer le BFR	1 775 401					1 775 401
Différence sur réalisation d'actif	2 539 761		28 826	-1 925		2 566 662
Autres	676 084			-75 994		600 090
Total des Provisions réglementées	4 991 246		28 826	-77 919		4 942 153

5.7 Etat des fonds dédiés

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation par dotation	Variation par virements de poste à poste	Diminution par reprises	Valeur fin d'exercice
Fonds dédiés à l'investissement	12 751 583		1 281 282	-54 597	-998 475	12 979 794
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	4 712 403		1 517 377		-1 226 659	5 003 120
Fonds dédiés liés à la générosité du public	1 393 420		199 646	54 597	-87 801	1 559 862
Fonds reportés et dédiés	18 857 406		2 998 305	0	-2 312 935	19 542 776

Ce poste représente des fonds de différentes natures (ouverture de nouvelles activités, formations, déménagements, dispositifs médicaux...).

Conformément à la mise en application des règlements ANC n° 2108-06 et 2019-04, à compter du 1^{er} janvier 2020, la provision réglementée pour renouvellement des immobilisations est reclassée en fonds dédiés. Ce changement de classification est sans incidence sur la présentation du compte de résultat ou sur le montant du résultat de l'exercice.

5.8 Etat des provisions pour risques et charges

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Augmentation par dotation	Variation par virements de poste	Diminution par reprises	Valeur fin d'exercice
Provisions pour litiges	283 375		176 000		-66 442	392 933
Autres provisions pour risques.	521 144		38 728		-59 636	500 236
Provisions pour risques	804 519		214 728		-126 078	893 169
Provisions pour pensions et obligations similaires	7 664 609		514 680		-456 845	7 722 442
Provisions pour grosses réparations.	470 259		640 000			1 110 259
Autres provisions pour charges.	1 005 544		102 114		-195 917	911 740
Provisions pour charges	9 140 412		1 256 794		-652 763	9 744 441
Provisions pour Risques, Charges & Fonds dédiés	9 944 931		1 471 522		-778 840	10 637 611

5.9 Etat des dettes financières

	Valeur début d'exercice	Entrée de périmètre	Souscription de nouveaux emprunts	Remboursements	Valeur fin d'exercice
Emprunts auprès des établissements de crédit.	16410000	56 651 628			55 059 570
Emprunts assortis de conditions part	16780000	311 910	2 079 693	-3 671 752	266 123
Dettes financières	B3.Passif TIII.1	56 963 538	0	-3 717 539	55 325 693

Plusieurs nouveaux emprunts ont été souscrits en 2023 ou ont fait l'objet de tirages complémentaires, notamment un pour la reconstruction de la Crèche du Point du Jour (1 481 K€), et un pour l'aménagement de ce même établissement (598 K€).

	Valeur fin d'exercice	A un an au plus	de 2 à 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	55 059 570	4 491 956	14 119 969	36 447 645
Emprunts assortis de conditions particulières	266 123	48 836	189 245	28 042
Découverts bancaires	0			
Dépôts et cautionnements reçus	860 577	636 376	92 966	131 234
Intérêts courus.	109 828	109 828		
Total des dettes à caractère financier	56 296 099	5 286 996	14 402 180	36 606 922

5.10 Etat des dettes fournisseurs et comptes rattachés

Le poste « dettes fournisseurs et comptes rattachés » comprend les dettes sur achats liées à l'activité courante de la Fondation.

L'évolution par rapport à l'exercice précédent est de + 1 455 K€.

5.11 Etat des dettes sociales et fiscales

Le poste dettes sociales et fiscales comprend le personnel et comptes rattachés, les provisions pour congés à payer (charges comprises), les organismes sociaux et comptes rattachés, et l'état et collectivités publiques.

Elles augmentent de 843 K€ par rapport à 2022, tenant compte de la revalorisation de la valeur de point d'indice des salaires et de la progression de la provision pour congés payés.

5.12 Etat des dettes sur immobilisations et comptes rattachés

Le poste « dettes sur immobilisations et comptes rattachés » correspond aux dettes sur les fournisseurs d'immobilisations. Ce poste est en baisse de 519 K€ par rapport à 2022.

6. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

6.1 Résultat d'exploitation (-3 138 K€ en 2023 vs -3 570 K€ en 2022)

Les produits d'exploitation évoluent de + 10 894 K€.

Les produits de tiers financeurs et produits de la tarification augmentent de 8 975 K€, du fait notamment de recettes complémentaires perçues notamment au titre la revalorisation du point d'indice en année pleine, et dans une moindre mesure le financement de l'inflation.

Les ventes de biens et services sont en hausse de 1 023 K€. Le chiffre d'affaires des ESAT est stable, les revenus des chambres particulières en légère hausse. Ces produits sont impactés par des locations supplémentaires.

Les autres produits augmentent de 591 K€. Ces produits comprennent notamment le complément de rémunération des travailleurs des ESAT, qui augmente de 392 K€.

Les charges d'exploitation évoluent de + 10 462 K€.

Les rémunérations augmentent, à périmètre constant, de 3 921 K€, sous l'impact de l'évolution de effectifs, ainsi que la progression du SMIC et la revalorisation du point d'indice en année pleine (mesure prise au 01/07/2022).

Les charges fiscales et sociales sur rémunérations sont en hausse de 2 354 K€.

A périmètre constant, les autres achats et charges externes augmentent de 5 191 K€ (soit +12,6%).

Les nouvelles activités ont généré des coûts de location supplémentaires pour 1 245 K€.

La hausse du tarif de l'électricité, malgré l'application de l'amortisseur et bouclier tarifaire, est de 1 228 K€.

L'inflation pèse sur les dépenses, en particulier les prestations externalisées de blanchissage, alimentation et nettoyage (+ 824 K€).

Le développement de l'inclusion scolaire entraîne des déplacements plus fréquents et une progression des frais de transport des usagers (+215 K€).

Les dotations aux provisions et fonds dédiés diminuent de 1 615 K€.

6.2 Résultat financier (+185 K€ en 2023 vs -1 130 K€ en 2022)

Les produits financiers hors reprise de provision augmentent de 442 K€, passant de 1 133 K€ en 2022 à 1 575 K€ en 2023.

Les produits sont également impactés par la reprise de provision pour dépréciation passée en 2022 pour 1002 K€ au titre de la mauvaise performance des placements financiers.

Les charges d'intérêt d'emprunt augmentent de 403 k€, passant de 1 165 K€ au 31/12/2022 à 1 568 K€ au 31/12/2023.

6.3 Résultat exceptionnel (+ 1 763 K€ en 2023 vs + 1 831 K€ en 2022)

Les produits exceptionnels comprennent des quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat pour 1 525 K€, contre 1 487 K€ en 2022.

6.4 Résultat Effectif (-1 226 K€ en 2023 vs +2 811 K€ en 2022)

	31/12/2023	31/12/2022
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 295 063	-2 960 803
relatif aux activités sociales et médico sociales	-3 953 111	-4 947 950
relatif aux activités sanitaires	1 159 108	733 876
relatives aux activités en gestion propre	1 498 940	1 253 272
Résultat effectif	-1 226 342	-2 810 576
relatif aux activités sociales et médico sociales	-3 884 391	-4 797 723
relatif aux activités sanitaires	1 159 108	733 876
relatives aux activités en gestion propre	1 498 940	1 253 272

6.5 Compte de résultat par origine et destination et compte emploi annuel des ressources collectées auprès du public

Compte de résultat par origine et destination

Le CROD rend compte et informe les donateurs sur les sommes collectées provenant de la générosité du public et leur utilisation dans l'exercice ou les exercices suivants celui de leur collecte. Il permet d'effectuer des comparaisons périodiques et d'apprécier l'évolution de la Fondation dans une perspective de continuité d'activité.

Le CROD présente les ressources de la Fondation par origine et ses emplois par destination selon une approche analytique. Il comporte deux colonnes avec le comparatif avec l'exercice antérieur.

La première colonne intègre la totalité des produits et des charges en adéquation avec le compte de résultat.

La deuxième colonne présente les éléments du compte de résultat liés à la générosité du public et destinée à alimenter le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public y compris ce qui concerne les contributions volontaires en nature positionnées au pied de ce compte.

Le CROD se compose de deux parties :

- Produits par origine et charges par destination ;
- Contribution volontaire en nature.

PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	2023		2022	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1,1 Cotisations sans contreparties				
1,2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	211 491	211 491	368 251	368 251
- Legs, donations et assurances-vis				
- Mécénat				
1,3 Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2,1 Cotisations avec contreparties				
2,2 Parainage des entreprises				
2,3 Contributions financières sans contrepartie				
2,4 Autres produits non liés à la générosité du public	206 535 316		194 557 751	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	3 795 608		3 265 520	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	3 850 233	81 398	3 727 710	238 229
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	1 989 129		1 855 116	
TOTAL DES PRODUITS	216 381 777	292 890	203 774 348	606 481
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES				
1,1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	185 696 589	93 243	180 321 712	238 229
- Versements à d'autres organismes agissant en France				
1,2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à d'autres organismes				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2,1 Frais d'appel à la générosité du public	18 317	18 317	15 969	15 969
2,2 Frais de recherche d'autres ressources				
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	11 659 064		6 094 604	
4 - DOTATION AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	14 938 136		14 938 136	
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	91 034		91 034	
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	5 273 700	199 646	5 273 700	340 251
TOTAL DES CHARGES	217 676 841	311 206	206 735 155	594 450
EXCEDENT OU DEFICIT	-1 295 064	-18 317	-2 960 807	12 031

Compte emploi annuel des ressources collectées auprès du public

La Fondation Leopold Bellan fait, au moyen de diverses actions de communication, une campagne de collecte auprès du public au cours de l'exercice 2023.

Par décret n° 2019-504 du 22 mai 2019, le seuil à partir duquel un organisme est tenu d'établir un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public est applicable aux exercices comptables clos à compter du 1er juin 2020 et aux exercices clos à une date antérieure volontairement par anticipation.

Les informations présentées ont été établies sur la base des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

La fondation considère que les legs et donations sont liés aux relations privilégiées nouées depuis de longue date avec les donateurs et qu'ils ne sont pas issus des campagnes liées à la générosité publique.

EMPLOIS PAR DESTINATION	2023	2022
1 - MISSIONS SOCIALES		
1,1 Réalisées en France		
- Actions réalisées par l'organisme	93 243	238 229
- Versements à d'autres organismes agissant en France	0	0
1,2 Réalisées à l'étranger		
- Actions réalisées par l'organisme	0	0
- Versements à d'autres organismes	0	0
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		
2,1 Frais d'appel à la générosité du public	18 317	15 969
2,2 Frais de recherche d'autres ressources	0	0
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	0	0
TOTAL DES EMPLOIS	111 560	254 198
4 - DOTATION AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	199 646	340 251
TOTAL	311 206	594 450

RESSOURCES PAR ORIGINE	2023	2022
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1,1 Cotisations sans contreparties	0	0
1,2 Dons, legs et mécénat		
- Dons manuels	211 491	368 251
- Legs, donations et assurances-vis	0	0
- Mécénat	0	0
1,3 Autres produits liés à la générosité du public	0	0
TOTAL DES RESSOURCES	211 491	368 251
2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	81 398	238 229
3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	0	0
TOTAL	292 890	606 481

EXCEDENT DEFICT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC	-18 317	12 031
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	1 393 420	1 297 620
(+) excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	117 492	95 801
(-) investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public	0	0
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	1 510 912	1 393 421

7. AUTRES INFORMATIONS

7.1 Effectifs

	2023	2022
Collaborateurs cadres	391	372
Collaborateurs non cadres	2 176	2 111
Effectif inscrit au 31 décembre	2 567	2 483

7.2 Engagements hors bilan donnés

7.2.1 Crédit-bail immobilier

Néant

7.2.2 Emprunts garantis par des sûretés réelles

Engagements à la Société Générale :

Caution de 30 020 € au profit de la Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP) pour le bail de l'IMPro de Vayres sur Essonne.

Engagements à la Banque Nationale de Paris (BNP) :

Promesse d'affectation hypothécaire sur prêt initialement en faveur du Centre Augustin Grosselin 1 300 000 €. En 2015, cet emprunt a été réaffecté vers l'ESAT de Noyon et l'Hôpital Léopold Bellan. Le capital restant dû au 31/12/2023 s'élève à 330 620 €.

7.2.3 Engagements pour indemnités de fin de carrière

Il a été procédé à l'évaluation des indemnités de fin de carrière pour tous les salariés en CDI inscrits à l'effectif de la Fondation au 31/12/2023 en appliquant les critères suivants :

- d'un départ à la retraite à l'âge de 67 ans
- du taux de charges (sociales et fiscales) moyen applicable dans l'établissement sur l'année 2023
- du taux de turn-over moyen constaté sur l'année dans l'établissement
- des indemnités dues selon la convention collective de l'établissement et selon l'ancienneté théorique du salarié à ses 67 ans, sur la base du salaire moyen des 3 derniers mois pour le personnel relevant de la convention collective de 1951 et du salaire du mois de décembre 2023 pour celui de la convention de 1966.
- des tables de mortalité TF00-02 et TH00-02

La valorisation des indemnités de fin de carrière au 31/12/2023 est estimée à 11 121 K€.

Le montant des sommes comptabilisées au 31/12/2023 pour les indemnités de départ en retraite s'élève à 7 722 K€.

7.3 Rémunérations, avances et crédits aux administrateurs de la Fondation

Les membres du Conseil d'Administration sont tous des bénévoles. Par conséquent, ils ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Néanmoins, ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de la Fondation, ainsi qu'une assurance souscrite auprès de la compagnie AXA contre les risques d'accident.

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles ou salariés sont le Président, le Trésorier et le Directeur Général.

Le Président et le Trésorier n'étant pas rémunérés, la communication de cette donnée reviendrait à divulguer une information individuelle.

7.4 Valorisation bénévolat

La Fondation n'a pas opté pour l'inscription en comptabilité des contributions volontaires qui représentent un caractère non significatif et qu'il est difficile d'évaluer de manière suffisamment fiable.

7.5 Régime fiscal

La Fondation n'est pas soumise à l'impôt sur les sociétés pour l'ensemble de ses activités, ni à la TVA, hormis l'activité immobilière et les sections commerciales des ESAT.

7.6 Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes sur l'exercice 2023 facturés au titre du contrôle légal des comptes s'élève à 168 K€ TTC.